

Direction du Tourisme et des Espaces Naturels
Service Le Village de Corail
Mail : villagecorail@cg974.fr
Tél. : 02 62 24 29 39

APPEL À PROJETS FOOD-TRUCK ALIMENTAIRE

Valant Cahier des Charges

Article 1 – Objet

Le Département de La Réunion lance un appel à projets dans le cadre de la mise en place d'un food-truck pour un commerce ambulant dédié prioritairement à une activité de petite restauration salée et sucrée qui s'installera sur un espace gazonné de 46 m² situé à l'adresse : 90 avenue de bourbon, 97434 Hermitage Les Bains.

L'objectif recherché est d'apporter aux promeneurs et aux familles une animation de l'espace ainsi qu'un service de restauration de qualité. L'appel à projet vise à choisir un camion de restauration rapide, Food-bike ou autre véhicule dont les critères sont définis ci-après.

Néanmoins, au regard de la diversité et de la qualité des projets qui seront soumis à candidature, le Département de la Réunion se réserve le droit d'octroyer ou non l'emplacement.

Aussi, le Département de La Réunion propose la délivrance d'une autorisation d'occupation du domaine privé en vue de l'installation d'un commerce ambulant affecté exclusivement à une activité de restauration rapide à des prix accessibles.

Il est précisé que la présente procédure n'a pas pour objet d'attribuer un marché public, un accord cadre ou une convention de délégation de service public. Il n'est donc pas fait application de la réglementation applicable en matière de marchés publics et délégation de service public. Cette consultation est réalisée sous forme d'appel à projets de manière à réaliser une mise en concurrence équitable des candidats et à garantir une offre de qualité.

Les jours souhaités pour l'occupation du domaine public sont du lundi au dimanche.

Article 2 – Conditions générales de l'occupation du domaine public

L'espace qui sera mis à disposition est situé au 90 avenue de bourbon, 97434 Hermitage les Bains à côté d'un parking et du bâtiment administratif de l'établissement Le Village de Corail (cf. plan de l'emplacement en annexe). Le droit d'occuper à titre privatif, temporaire et précaire pour une durée qui sera déterminée par un arrêté de voirie à compter de la date de notification ne concerne que cet emplacement.

L'autorisation d'occupation privative du domaine privé qui sera établie à l'issue de la consultation est un contrat administratif, le domaine occupé appartenant au Département de La Réunion.

Cette autorisation sera accordée à titre nominatif à l'occupant. Ce dernier est donc tenu d'exploiter lui-même son installation. Le commerçant devra obligatoirement être immatriculé au registre du commerce et des sociétés ou au registre des métiers ou déclaré en tant que micro-entrepreneur.

L'autorisation d'occupation, issue de la présente consultation détaillera les règles d'occupation. Le droit d'occuper le domaine privé auquel elle donne accès est précaire et révocable, le Département se réservant le droit de contrôler l'occupation, au regard de l'autorisation qui lie l'occupant.

L'occupant devra souscrire une assurance responsabilité civile couvrant l'installation faisant l'objet de l'autorisation d'occupation conclue à l'issue de cet appel à propositions, pour toute sa durée de validité et transmettre à la collectivité une copie.

Le porteur de projet occupera l'espace mis à disposition par la collectivité dans l'état dans lequel il le trouve et tel qu'il aura pu le constater par la visite qu'il aura faite préalablement, sans pouvoir exiger de la collectivité des travaux de quelque nature que ce soit. Le commerçant s'engagera à restituer l'espace mis à disposition et ses abords dans le même état que celui initial et dans un bon état de propreté. Il lui appartient d'assurer le nettoyage régulier de son installation et de tout détritrus lié à son activité, et ce à tout moment de son activité et en particulier à la fermeture de l'établissement. Aucun détritrus ne devra être laissé sur place et aucun container poubelle ne sera mis à disposition de l'exploitant. Il s'engagera également à ne pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support, et à ne pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche. Le constat de dégradation ou salissures permanentes éventuellement causées par l'occupant donnera lieu à une intervention et/ou réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité, aux frais exclusifs de l'occupant. L'exploitant sera responsable de la gestion des déchets liés à son activité en effectuant le tri sélectif. L'enlèvement et le traitement des déchets seront à sa charge.

La collectivité n'autorisera que les structures et matériels indispensables à l'exploitation de l'activité. Toute structure scellée au sol sera strictement prohibée. Le commerce ambulant devra être implanté à l'endroit exact défini par la collectivité et de façon à ce qu'il ne constitue pas un danger ou une gêne pour les utilisateurs. De même, l'exploitation de la structure de vente ne devra en aucun cas causer des nuisances aux voisins ou utilisateurs des espaces publics. L'occupant devra notamment prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter tous bruits, odeurs, fumées, etc. même de la part de sa clientèle.

Article 3 - Appel à projets

La structure de vente utilisée devra être en conformité avec les normes d'hygiène alimentaire et de sécurité. La structure de vente devra être autonome en électricité et en eau. Le porteur de projet veillera à prendre des mesures relatives à la sobriété énergétique de son activité, notamment en termes d'éclairage. L'utilisation d'un groupe électrogène est autorisée.

Redevance : Conformément à l'article L. 2125-3 du Code général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupation sera consentie en contrepartie du versement d'une redevance, tenant compte des avantages de toute natures procurés à l'occupant. Le montant de la redevance sera indiqué dans l'arrêté d'occupation du domaine public selon les tarifs en vigueur fixés par la collectivité.

L'occupant devra supporter seul toutes les contributions, taxes et impôts de toute natures afférents à son activité. En cas de contestations sur l'exécution ou l'interprétation de l'autorisation d'occupation du domaine public issue de la présente consultation, les parties s'engagent à trouver un accord amiable pour résoudre le litige. A défaut de solution amiable, le tribunal administratif compétent sera saisi. L'expiration de l'autorisation n'ouvrira aucun droit à son renouvellement.

Si la collectivité constate une exploitation non conforme aux règles générales d'utilisation du domaine public et du présent cahier des charges elle se réserve le droit de mettre fin au contrat. Dans ce cas, l'occupant en sera informé par un courrier transmis avec accusé de réception à l'adresse indiquée lors du dépôt de dossiers ou par un courrier remis en main propre.

L'occupation ne pourra en aucun cas être vendue, ni louée, ni sous-louée à une tierce personne physique ou morale. Les jours et heures d'ouvertures seront définis avec le porteur de projets.

Article 4 – Critères de sélection

Les projets seront sélectionnés dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats. Les projets seront examinés en fonction des critères suivants et une note sur 20 leur sera attribuée :

- **Qualité de l'offre (7 points)** La variété et la qualité des produits proposés seront étudiés privilégiant le circuit-court et les produits bio ainsi que la gamme de prix proposés. La diversité de l'offre proposée par rapport à l'offre sédentaire déjà existante dans le secteur sera également examinée.
- **Critère environnemental – Eco responsabilité (5 points)** Il sera fortement apprécié la gestion autonome des déchets, l'utilisation de contenants biodégradables ou réutilisables. L'utilisation d'un véhicule hybride ou à faibles émissions de Co2. Un mode de production électrique (groupe électrogène) peu polluant.

- **Critère esthétique (4 points)** L'esthétisme de la structure de vente et l'intégration dans son environnement sera un critère important.
- **Critère de prix (4 points)** Les prix pratiqués devront permettre de toucher le public le plus large possible.

Article 5 – Dépôt des offres

Le candidat déposera son (ses) offre(s) sous pli soit par voie postale par lettre recommandée avec accusé de réception, soit remis directement contre récépissé au plus tard :

Le 19/12/2022 à 15 h 00

À l'adresse suivante :

**Village de Corail
80 avenue de Bourbon - Hermitage
97 434 Saint-Gilles-Les-Bains**

Ce pli comprendra l'ensemble des documents cités dans les articles de présentation du cahier des charges. Le candidat stipulera sur l'enveloppe de son offre s'il répond dans le cadre d'une proposition de distributeur à glaçons.

À titre d'exemple :

Food-truck « burger maison » : PROJET n°1.

Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez adresser vos demandes par courriel à l'adresse suivante : stephane.tirano@cg974.fr

Article 6 – Examen des dossiers

Les candidatures complètes seront examinées par une commission d'attribution « ad hoc »

Le dossier devra être constitué des pièces suivantes :

- ✓ La fiche de candidature complétée, jointe en annexe du présent appel à candidatures ;
- ✓ Une note de présentation du commerçant comprenant : nom du concept, description des produits proposés, gamme de prix, originalité du concept, documents de communication (flyers, plaquettes, affiches...), recommandations...
- ✓ Compte d'Exploitation Prévisionnel ;
- ✓ Déclaration sur l'honneur attestant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales pour les trois dernières années ou les trois derniers exercices clos ;
- ✓ Emprise occupée durant la mise à disposition (L x l x h) ;

- ✓ Nature et puissance nominale des appareils électriques utilisés ;
- ✓ Un extrait K/Kbis ou un numéro d'immatriculation au Répertoire des Métiers ;
- ✓ La copie de la carte de commerçant ambulant ;
- ✓ Copie de la pièce d'identité de la personne physique postulant ;
- ✓ Copie du contrat d'assurance pour la période d'exploitation concernée (couvrant la structure de vente et la responsabilité civile professionnelle) – police d'assurance ;
- ✓ Attestation de formation en hygiène alimentaire ;
- ✓ Une photographie de la structure de vente, avec descriptif technique.

Tout dossier incomplet sur la base de la liste fixée à l'article 5 du présent règlement de consultation pourra ne pas être pris en compte pour l'attribution des emplacements. La commission d'attribution se réserve la possibilité de demander la régularisation ou non des dossiers. Les dossiers complets seront examinés sur la base des principes et critères fixés à l'article 4 du présent règlement. Si elle le juge nécessaire, la collectivité pourra contacter les candidats afin d'obtenir des précisions sur leur projet. La collectivité se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation si elle considère que les candidatures ne sont pas satisfaisantes ou pour motif d'intérêt général. La collectivité n'est en aucun cas tenue par un quelconque délai de désignation.

ANNEXE – PLAN DE L'EMPLACEMENT



Emplacement gazonné de 46 m²

90 avenue de bourbon

97434

Hermitage les Bains

FICHE D'INSCRIPTION

Nom :

Prénom :

Nom de la société ou entreprise :

N°SIRET/SIREN/Raison sociale :

Numéro de téléphone :

Adresse mail :

Adresse postale :

Description de l'activité (synthèse) :